



Bulletin de la présidente

Canadian School Boards Association / L'Association canadienne des commissions/conseils scolaires

Automne 2019



J'espère que vous avez tous eu un excellent début d'année scolaire. Depuis mon dernier bulletin, l'ACCS et l'ACÉPO ont tenu un Congrès annuel et un Rassemblement national des conseillers scolaires sur l'éducation des Autochtones des plus réussis à Toronto. Plus de 260 conseillers scolaires et

membres du personnel y ont assisté puis, 65 autres participants se sont présentés à la séance spéciale avec le Dr Gabor Maté. Parmi les faits saillants, soulignons la présentation intéressante de Kevin Lamoureux, décrite comme étant puissante et véridique. Les délégués ont aussi eu l'occasion d'écouter Brian Woodland et de nombreux autres conférenciers dans le cadre de séances en petits groupes. La perspective et les commentaires des élèves demeurent au premier plan de la gouvernance et leur voix forte s'est fait entendre durant les deux événements.

La planification pour 2020 est en cours. Les deux événements sont organisés par l'Association des commissions scolaires de l'Alberta à Banff. Consultez le www.CDNSBA.org pour des mises à jour liées à la programmation et à l'inscription.

L'Assemblée générale annuelle de l'ACCS est une composante importante du Congrès. Je vous encourage à lire le Rapport annuel 2018-2019, qui présente les détails de nombreuses initiatives et activités de votre association nationale. Je suis fière d'avoir été réélue à la présidence par acclamation pour un deuxième mandat et j'ai le grand plaisir de féliciter et d'accueillir Alain Fortier à titre de nouveau vice-président de l'ACCS. Alain est le président de la Commission scolaire des Découvreurs et président de la Fédération des commissions scolaires du Québec.

L'ACCS a publié un mémoire de recherche qui démontre la valeur des commissions / conseils scolaires élus localement en ce qui concerne les résultats des élèves : vous référer à l'information supplémentaire et au lien ci-dessous.

Le conseil d'administration s'est réuni à Québec en octobre. L'ordre du jour chargé a donné lieu à un plan stratégique révisé qui sera bientôt rendu public, à une révision du be extremely concerned with the erosion of local democratic voice in

budget et à la suite du travail sur l'éducation des Autochtones et la défense des intérêts.

L'ACCS demeure très préoccupée par l'érosion de la voix démocratique locale dans l'éducation dans certaines régions du pays. Pendant notre séjour à Québec, le conseil d'administration a tenu une conférence de presse pour dénoncer le projet de loi n° 40. S'il est adopté, ce projet de loi modifiera considérablement la gouvernance de l'éducation en langue anglaise au Québec et il éliminera complètement les commissions scolaires francophones élues démocratiquement, sans aucune donnée démontrant qu'il améliorera les résultats scolaires.

Sur une note positive, il existe encore des régions au Canada où la gouvernance partagée est bien vivante. Dans les provinces de l'Ouest, les gouvernements provinciaux et les commissions / conseils scolaires travaillent en collaboration, au nom des élèves. L'ACCS attend avec impatience le rapport sur l'éducation au Manitoba qui est au stade de révision. Nous vous encourageons tous à poser des actions à l'échelle locale et nationale sur cette question d'importance critique afin de renforcer la gouvernance locale de l'éducation.

J'ai bien hâte de participer aux nombreuses assemblées générales d'associations provinciales à venir.

Respectueusement soumis,

Laurie French



Conférence de presse à Québec

Le 7 octobre 2019, nous avons rencontré les médias dans la salle de presse de l'Assemblée législative du Québec. Accompagnés du conseil d'administration en entier, Shawn Davidson, Josh Watt, Nancy Pynch-Worthylake et moi-même avons discuté de la menace de la perte de la démocratie entraînée par le projet de loi no 40 et répondu aux questions des représentants de la presse écrite, de la radio et de la télévision.

Nous avons formulé les observations suivantes :

- Les gouvernements provinciaux, les commissions / conseils scolaires et les éducateurs au Canada ont conçu un système d'éducation qui fait l'envie du monde entier. Nous craignons vivement qu'en abolissant les commissions scolaires, la réforme majeure du système d'éducation proposée dans ce projet de loi québécois compromettra les progrès réalisés jusqu'ici au chapitre de l'apprentissage des élèves.
- Les recherches récentes indiquent très nettement que les commissions et les conseils scolaires élus démocratiquement favorisent la réussite des élèves et l'enseignement public de qualité.
- La réforme proposée au Québec détournera l'attention portée à la réussite des élèves vers un remodelage douteux de la structure qui amenuise la démocratie locale et dont l'amélioration des résultats scolaires n'a pas été démontrée.
- D'autres provinces ont exploré une réforme de la gouvernance scolaires et ont fait des choix jugés appropriés pour leurs régions. Certaines, comme les provinces de l'Ouest, sont passées à une approche davantage collaborative entre le gouvernement et les commissions / conseils scolaires, ce qui s'est traduit par des résultats positifs pour les élèves.
- Encore d'autres, comme certaines provinces dans les Maritimes, ont dû tirer de pénibles leçons suite à des décisions hâtives qui n'étaient pas éclairées par les voix locales, lesquelles signalent une perte d'accessibilité et de la possibilité de contribuer au système.
- Nous appuyant sur notre expérience collective, nous sommes ici pour affirmer que l'enseignement public mérite une représentation communautaire par le biais de commissions scolaires élues démocratiquement, qui sont axées sur la prise des meilleures décisions possibles pour leurs élèves. Nous exhortons le gouvernement du Québec à travailler avec les commissions scolaires au cours des mois à venir de façon à ce que le Québec continue d'assurer son niveau élevé de réussite scolaire, maintenant et à l'avenir.

Couverture médiatique:

Montreal Gazette

<https://montrealgazette.com/news/quebec/bill-40-canadian-school-boards-association-urges-quebec-to-reconsider>



Droits d'auteur

Toute personne œuvrant en éducation au Canada devrait se préoccuper du droit d'auteur et de l'accès au matériel à un coût raisonnable. Des députés ont déposé deux rapports de comités très contrastés, qui renferment des commentaires et des recommandations en matière d'éducation et de droits d'auteur.

Le Rapport du Comité de l'industrie, « Examen obligatoire de la *Loi sur le droit d'auteur* », représente une analyse réfléchie de l'équilibre nécessaire entre les utilisateurs et les propriétaires d'œuvres protégées par le droit d'auteur. Les députés ont dûment tenu compte de l'utilisation équitable dans le contexte de décennies de jurisprudence en matière d'éducation et de droit d'auteur, formulant des commentaires judicieux qui présentent les deux côtés de l'argument sur l'utilisation équitable. <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/42-1/INDU/rapport-16>

Le Rapport du Comité permanent du patrimoine canadien, « Paradigmes changeants », est axé sur la rémunération des artistes et des industries créatives qui servent avant tout les intérêts des éditeurs, des écrivains et d'Access Copyright. En abordant la question de l'éducation et du droit d'auteur, le rapport du Comité permanent du patrimoine canadien a omis de prendre en compte l'historique judiciaire du droit d'auteur canadien ainsi que les pratiques d'enseignement et d'apprentissage actuelles liées au droit d'auteur en milieu pédagogique. Le Comité n'a pas tenu compte des droits d'utilisateurs des éducateurs ni des élèves. <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/42-1/CHPC/rapport-19/page-5>

Selon le professeur Michael Geist, commentateur des questions de droit d'auteur canadien, le rapport du Comité de l'industrie « fait autorité », est « équilibré » et « tourné vers l'avenir ». En revanche, Geist s'est montré très critique à l'endroit du rapport « partial très embarrassant » du patrimoine canadien, affirmant qu'il s'agit du « rapport sur le droit d'auteur canadien le plus partial publié au cours des 15 dernières années. » Geist avance que le Comité de l'industrie « devrait le rejeter en tant que rapport inutile, partial et dont les instructions manquent de conformité ». Geist a publié une série d'articles de blogues portant sur « la responsabilité exclusive » du Comité de l'industrie de réviser la *Loi sur le droit d'auteur*, discréditant la totalité du rapport du patrimoine canadien et laissant entendre que ce comité s'est plié aux exigences des industries créatives.

La proposition d'augmenter les tarifs de 2,46 \$ par élève à 13,00 \$ par élève est très inquiétante. Cette hausse considérable aurait des conséquences négatives dramatiques sur nos systèmes d'éducation. Exception faite du Québec et de la Colombie-Britannique, certains conseils / commissions scolaires et ministères de l'Éducation sont au cœur d'enquêtes préalables qui nécessitent la collecte et la communication détaillées de données. Encore une fois, toutes les personnes œuvrant en éducation devraient se préoccuper de cette question et communiquer avec leur député pour revendiquer le maintien de l'utilisation équitable.

Futurs événements de l'Association et des partenaires du milieu de l'éducation

Des représentants de l'ACCCS assistent régulièrement aux événements annuels des associations provinciales et des partenaires du milieu de l'éducation à travers le pays. Il peut s'agir d'y assister à titre d'invité spécial ou encore de donner des conférences. Les membres de l'Exécutif sont toujours honorés d'être invités à ces événements.

Alberta School Boards Association Fall General Meeting – 17 au 19 novembre 2019

Saskatchewan School Boards Association Fall General Assembly – 18 et 19 novembre 2019

National Gathering for Indigenous Education - 20 au 22 novembre 2019

EdCan Advisory Committee – 21 et 22 novembre 2019

Manitoba School Boards Association Fall Assembly – 22 et 23 novembre 2019

Les commissions / conseils scolaires et la réussite scolaire

L'ACCCS a publié une analyse documentaire par un tiers, effectuée par Valerie Overgaard, Ph. D. et ancienne surintendante adjointe à Vancouver.

L'analyse documentaire a permis d'examiner des douzaines d'études et de mémoires de recherche afin de déterminer le rapport entre un modèle de gouvernance régional et la réussite des élèves. Grâce à cette analyse, il est clair que les commissions / conseils scolaires performants appuient la réussite scolaire et l'enseignement public de qualité.

Citant une étude particulière aux États-Unis, Mme Overgaard écrit dans le sommaire exécutif, « Depuis l'étude ciblée *Lighthouse Study* en Iowa, deux décennies de recherches ont systématiquement montré que les commissions / conseils scolaires peuvent faire une différence dans le rendement des élèves. Depuis lors, des centaines d'études, réalisées dans plusieurs pays à travers le monde, ont montré un rapport significatif entre la saine gouvernance des commissions / conseils scolaires et le rendement des élèves.

John Malloy, directeur de l'Éducation au Conseil scolaire de district de Toronto, le plus grand conseil scolaire au Canada, a affirmé « L'analyse documentaire aborde fort justement l'autorité des commissions / conseils scolaires relativement à tous ces enjeux importants, p. ex. la réussite scolaire... en présence d'une saine gouvernance, les commissions / conseils scolaires seront efficaces. Ces conditions essentielles d'une saine gouvernance pourront être développées à l'avenir. »

La version intégrale de l'analyse et le sommaire exécutif sont disponibles au www.cdnsba.org

L'ACCCS à l'ACACÉ!

La présidente de l'ACCCS Laurie French et Alan Campbell, avec des collègues de l'Association canadienne des agents de communication en éducation (ACACÉ), ont présenté une conférence lors du congrès annuel de l'ACACÉ. Leur présentation, « Voix locales, Choix locaux : l'importance des communications stratégiques et de la défense des intérêts » faisait un survol des efforts déployés à l'échelle provinciale et nationale visant la sensibilisation à l'importance des commissions / conseils scolaires gérés localement.

L'ACCCS remercie Heather Demetriooff et Kim Hamilton pour leur soutien lors de cette présentation.

L'Association canadienne des commissions/conseils scolaires

LES COMMISSIONS SCOLAIRES ET LE RENDEMENT DES ÉLÈVES

Ce que nous disent les recherches...

RENDEMENT DES ÉLÈVES



Deux décennies de recherches ont systématiquement montré que les commissions scolaires peuvent faire une différence dans le rendement des élèves. Des centaines d'études réalisées dans plusieurs pays à travers le monde démontrent un rapport significatif entre la bonne gouvernance des commissions scolaires et le rendement des élèves.

VALEURS COMMUNAUTAIRES



Les commissions scolaires reflètent les valeurs de la communauté immédiate et reflètent généralement les populations qu'elles desservent. Leurs activités sont transparentes et, grâce à la participation active de la collectivité et au dialogue ouvert, elles créent un climat de confiance.

COMMUNICATION ET RESPONSABILITÉ



Les commissions scolaires permettent aux collectivités de participer directement à l'établissement d'une vision de l'éducation. Les collectivités plaident en faveur de leurs valeurs d'éducation et tiennent les commissaires directement responsables du rendement des élèves et de l'équité.

ACCENT SUR LA BONNE GOUVERNANCE



Les recherches confirment le bien-fondé du renforcement des capacités des commissions scolaires locales élues démocratiquement pour favoriser leur bonne gouvernance. Tous les niveaux de l'éducation financée par les deniers publics – à partir des enseignants en salle de classe jusqu'aux membres des commissions scolaires – partagent une obligation morale d'améliorer le rendement de nos systèmes. Ignorer les résultats des recherches portant sur le rapport important entre les commissions scolaires et le rendement des élèves peut potentiellement nuire à la capacité de nos systèmes scolaires de répondre aux besoins de façon à appuyer l'amélioration constante de l'enseignement et de l'apprentissage.

Élection fédérales et priorités de l'ACCS

L'ACCS a formulé, pour les commissaires et les conseillers scolaires, des messages clés à communiquer aux candidats aux élections fédérales. Maintenant que les Canadiens ont choisi leurs députés, nous vous encourageons tous à veiller à ce que les nouveaux députés et ceux qui ont été réélus sont au courant de ces priorités communes. Bien que l'éducation soit de compétence provinciale et territoriale, de nombreux domaines se chevauchent entre l'éducation et la compétence fédérale.



Voies locales, Choix locaux

- Les commissions scolaires locales élues démocratiquement sont essentielles au succès continu de l'enseignement public.
- Tel qu'en témoigne une analyse documentaire récente, il est clair que les élèves bénéficient de la gouvernance efficace des commissions scolaires locales.
- Il existe peu de recherches ou de données probantes démontrant que les modèles alternatifs ont des effets positifs pour les élèves.
- Tous les députés doivent défendre la démocratie au Canada.



Éducation des Autochtones

- L'éducation des Autochtones relève d'une responsabilité fédérale et devrait constituer une priorité pour le nouveau gouvernement.
- De nombreux élèves Autochtones fréquentent des écoles publiques et l'ACCS demande à tous les candidats d'être les champions de progrès continus dans les appels à l'action du rapport de la Commission Vérité et Réconciliation.



Santé scolaire globale

- Les investissements dans le bien-être et la santé mentale des enfants et des jeunes représentent un investissement dans l'avenir citoyen et économique du Canada. Les sommes investies maintiendront sa valeur et seront retournées au centuple dans les années à venir.
- Les lacunes au niveau des services et du soutien sont importantes au sein de la population en général. Elles le sont encore plus pour les collectivités Autochtones, rurales, du Nord et pour les nouveaux Canadiens.
- Il faut aux Canadiens une stratégie nationale qui englobe toute la gamme de services de santé physique et mentale.
- Une portion des revenus du cannabis devrait être dirigée vers les écoles à l'appui de l'éducation sur le cannabis.



Droit d'auteur

- L'enseignement efficace nécessite un accès équitable aux ressources et au matériel.
- L'ACCS demande aux candidats d'appuyer le traitement équitable en matière de droit d'auteur pour éviter que des prix déraisonnables ne soutirent de l'argent des salles de classe.



Révision du Plan stratégique

Le plan stratégique de l'ACCS a été révisé et approuvé lors de la réunion du conseil d'administration en octobre.

En fonction des résultats d'un sondage en ligne effectué au printemps 2019, le conseil d'administration a identifié quatre domaines prioritaires :

- 1 L'éducation des Autochtones
- 2 Le perfectionnement professionnel des commissaires / conseillers scolaires
- 3 La défense de la gouvernance démocratique
- 4 L'enseignement sanitaire

Les délégués au Congrès 2019 ont validé les priorités et formulé des suggestions précises sur les actions stratégiques à prévoir pour chacune d'elles.

Le plan révisé est en voie d'être finalisé et sera affiché sur le site Web de l'ACCS.

Conseil d'administration de l'ACCS

Laurie French, président
Alain Fortier, vice-président (FCSQ)

Goronwy Price, NLSBA
Bob Fowler, NBDEC
Stacey Brown, NBDEC
Christiane Barbe, FCSQ
Dan Lamoureaux, QESBA
Russell Copeman, QESBA

Cathy Abraham, OPSBA
Rusty Hick, OPSBA
Alan Campbell, MSBA
Josh Watt, MSBA
Shawn Davidson, SSBA
Darren McKee, SSBA
Lorrie Jess, ASBA
Dr. Vivian Abboud, ASBA
Carolyn Broady, BCSTA
Mike Roberts, BCSTA

L'éducation des Autochtones

L'éducation des Autochtones demeure un secteur principal de leadership pour l'ACCCS. Un sous-comité très solide, dirigé par Josh Watt, se rencontre à chaque réunion du conseil d'administration. Grâce au leadership et à l'apport des représentants de l'Assemblée des Premières Nations sur notre conseil d'administration, nous établissons la priorité des progrès des commissions / conseils scolaires en matière d'éducation des Autochtones pour tous les élèves.

Je suis ravie que l'ACCCS aille de l'avant avec un prix de reconnaissance du leadership en éducation des Autochtones. Le sous-comité met la dernière main aux détails et tout sera finalisé à la réunion du conseil d'administration de février, à temps pour la remise du premier prix l'an prochain.

Le sous-comité travaille aussi avec le comité du Congrès et du Rassemblement national en vue d'offrir une série de séances de perfectionnement professionnel à Banff qui constitueront pour les délégués des expériences d'apprentissage concentrées en matière de progrès dans le domaine de l'éducation des Autochtones.



Standing Stronger Together
Soyons Plus Fort Ensemble



With the theme **Standing Stronger Together**, this Conference will bring together leaders in education, human rights and the rights of Indigenous people.

Featuring speakers from coast to coast including:
Lieutenant-General, the Honourable Roméo Dallaire (Ret'd)
Stan Wesley
Tara Teng
Andy Hargreaves

This is a Conference you will not want to miss!
For more information and how to register, please visit:
<https://www.asba.ab.ca/>

Ne ratez pas cette occasion! Réservez votre hébergement dès maintenant : disponible à l'hôtel du congrès, au Banff Centre for Arts and Creativity et à la Banff Lodging Company.